

tes et qui communient à des cultures tout aussi différentes, voient les choses différemment.

Ceux qui gouvernent notre pays doivent relever le véritable défi qui consiste à reconnaître vraiment que même s'ils voient les choses différemment, les Canadiens sont prêts à faire droit aux aspirations légitimes et raisonnables de leurs concitoyens des autres régions.

Par ailleurs, ils doivent prendre des mesures pour indemniser nos concitoyens que le consensus national pourrait léser. Reconnaissons-le, madame la Présidente, le gouvernement aurait beau faire, il ne saurait satisfaire tout le monde à la fois. Par conséquent, il doit être prêt à prendre des mesures pour favoriser de temps à autre ceux qu'une décision particulière peut avoir désavantagés. Voilà pourquoi il doit de temps à autre élaborer des programmes pour répondre aux besoins de développement particuliers de certaines régions. Ainsi, le gouvernement actuel a créé récemment l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et élaboré des programmes de ce genre pour répondre aux besoins particuliers de régions comme la mienne qui constituent en quelque sorte l'infrastructure de notre société. Je constate avec plaisir que le gouvernement a confirmé sans équivoque son orientation en ce domaine dans le discours du Trône présenté lundi dernier.

Je conçois le Canada comme une société compatissante qui se soucie de tous ses membres. Dans un pays qui possède autant de richesses et de ressources, aucun Canadien ne devrait être privé d'un logement salubre, d'une nourriture saine, de soins de santé suffisants ou de sécurité sociale. Nous avons eu la bonne fortune d'élaborer au fil des années vraisemblablement l'un des meilleurs régimes d'assurance-santé au monde, régime que nous devons absolument protéger et préserver et qui ne devrait pas manquer de se développer dans les années à venir grâce à la saine gestion économique du gouvernement.

Dans notre société les Canadiens ne devraient jamais souffrir de privations ou de violence, surtout la violence au foyer. Nous devons par-dessus tout nous assurer que nos enfants sont protégés et qu'ils ne sont pas du tout victimes de sévices ou de négligences. Nous devons nous assurer que nos enfants reçoivent la meilleure éducation possible, car ce sont eux qui présideront un jour aux destinées de notre pays.

Notre Canada doit être un pays qui traite tous ses citoyens avec respect et dignité, en particulier nos citoyens âgés et nos handicapés.

#### *L'Adresse—M. McCreath*

L'autonomie va de pair avec le respect de soi. Notre objectif national devrait être de faire en sorte que les besoins sociaux de base et la sécurité soient reconnus comme des droits fondamentaux de tous les Canadiens.

Mon Canada est multiculturel. Nous sommes une nation d'immigrants depuis 400 ans; même les autochtones sont venus d'ailleurs. Le Canada restera une nation d'immigrants.

Les études démographiques et économiques récentes montrent que nous aurons besoin d'un plus grand nombre d'immigrants dans les années qui viennent. Notre système d'immigration est donc d'une importance vitale pour l'avenir du pays. Il doit être juste et accessible à tous ceux qui satisfont aux critères d'admission. Il doit aussi être juste envers ceux qui ont des besoins spéciaux. Nous devons tenir compte des réfugiés véritables, dont la vie est en danger dans leur pays d'origine. Il faut toutefois exiger que tous les immigrants éventuels soient prêts à attendre leur tour comme les autres. A cet égard, je remercie le gouvernement de ses efforts et des mesures qu'il a prises pour résoudre cet épineux problème qui frappe notre pays depuis deux ou trois ans.

Notre Canada multiculturel doit être fondé sur les deux principes qui sous-tendent la Loi sur le multiculturalisme canadien adoptée l'an dernier par le Parlement, soit le principe de la liberté culturelle et celui de l'équité et de la justice pour tous. Cela suppose l'égalité d'accès ainsi que l'égalité des chances.

Au cours des années qui viennent, nous devons nous inspirer de la Loi sur le multiculturalisme canadien. Nous devons accroître la portée des dispositions concernant l'équité en matière d'emploi. Le discours du Trône faisait allusion aux modifications apportées à la Loi sur la citoyenneté. Je constate que le secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) (M. Weiner) est présent parmi nous. Je compte, monsieur le Président, sur l'application de ces dispositions.

C'est la vision du Canada que, à mon sens, nous devons nous efforcer de réaliser. Permettez-moi de vous dire, madame la Présidente, à quel point ma circonscription de South Shore cadre dans cette vision des choses. J'estime qu'elle illustre de façon remarquable l'idéal canadien. C'est une circonscription qui s'étend sur cent cinquante milles à partir de ma ville, Hubbards, jusqu'à Charlesville, la localité dont les Canadiens se souviendront. C'est celle qui a réservé un accueil si chaleureux aux réfugiés qui ont accosté sur nos côtes en pleine nuit il y a un an et demi.